

Le socialisme 2.0 et l'UE

Le PTB se dit partisan d'un « socialisme 2.0 ». Mais quelle est sa vision de l'UE et de son avenir ? Et comment propose-t-il de la mettre en œuvre ?

Arnaud Lismond-Mertes (CSCE)

Dans les numéros précédents, nous avons déjà présenté et analysé la position de partisans d'une « sortie de gauche » de l'Union européenne (*Leftxit*) (1) ainsi que celles de partisans de réformes de l'UE (2). Qu'en est-il de la position, par rapport à l'UE, du Parti du Travail (PTB-PVDA), le parti de gauche radicale émergeant actuellement en Belgique ? Elle ne se réduit ni à celles des partisans d'une sortie de l'UE, ni à celles des partisans de réformes. Si le « nouveau » PTB, qui entend œuvrer à l'avènement d'un « socialisme 2.0 », n'a pas publié de texte de positionnement fouillé sur l'avenir de l'Union européenne, il dispose néanmoins d'une doctrine en la matière, exprimée en différentes occasions : résolutions de Congrès, programme électoral, livres, interviews de responsables, articles publiés dans ses revues théoriques (3).

Une « désobéissance réglementaire »

A certains égards, le PTB accorde une importance majeure à la question du positionnement par rapport à l'UE, puisqu'il fait de celle-ci un point de rupture par rapport à toute proposition de participation gouvernementale au niveau fédéral ou au niveau régional en Belgique. Le président du PTB, Peter Mertens, l'a rappelé dans les premiers mois de 2017 : « Notre position est que dans le contexte actuel, les conditions nécessaires pour une participation à un gouvernement ne sont pas réunies. La question cruciale pour nous est que, si nous gouvernons, nous avons besoin des conditions politiques pour rompre avec la politique européenne actuelle. Si le nécessaire équilibre des forces en Europe n'est pas là, si nous n'avons pas de partenaires solides et déterminés qui sont radicalement opposés à l'austérité européenne, je pense que nous serons dépassés par les institutions européennes. » (4) Récemment, Raoul Hedebouw, porte-parole national et chef de groupe PTB à la Chambre,

l'a encore explicité dans une interview : « Depuis vingt ans, le peuple de gauche n'a rien connu d'autre que des partis qui se revendiquent de la gauche et qui appliquent des mesures de droite. Au PTB, nous ne voulons pas répéter l'erreur d'Ecolo en 1999 et en 2009 dans la participation aux gouvernements fédéral et régionaux. Qu'a changé Ecolo ? Rien du tout. Il est allé faire l'appoint. Nous avons des principes. (...) Je pense qu'il faut une désobéissance réglementaire (NDLR : par rapport aux traités

et législations européennes). Nous n'acceptons pas d'appliquer une politique de droite. (...). Pour les banques [en 2008], il n'y a eu aucun problème, on a fait sauter les traités pendant 24 heures et on a été les aider à coup de milliards, et pour du social on ne le ferait pas ? On doit avoir une rupture avec ces lois européennes (...). Au nom de l'Europe, on a voté la chasse aux chômeurs. Au nom de l'Europe, on a voté l'austérité budgétaire. Au nom de l'Europe, on a privatisé les services publics... Le PTB



devrait appliquer tout ça, au nom de l'Europe ? Non ! (...). Est-ce que Ecolo et le PS veulent la rupture avec cette austérité européenne ? Veulent-ils une désobéissance réglementaire ? Veulent-ils ne pas appliquer la privatisation de la SNCB ? Je ne vois pas cette volonté de rupture dans les partis de la gauche traditionnelle. » (5)

Cette position en faveur de la « désobéissance réglementaire » est partagée par d'autres forces de « gauche radicale ». Elle est, par exemple, défendue par Attac-France et la Fondation Copernic depuis 2014, notamment à travers la publication d'un ouvrage défendant l'idée d'une désobéissance unilatérale aux traités « dans une perspective de refondation d'un nouveau projet européen. » (6) C'est également une des composantes du programme par rapport à l'UE porté dans la campagne présidentielle française de 2017 par la France insoumise et par

Jean-Luc Mélenchon : « Notre programme n'est pas compatible avec les règles des traités européens qui imposent l'austérité budgétaire, le libre-échange et la destruction des services publics. Pour appliquer notre programme, il nous faudra donc désobéir aux traités dès notre arrivée au pouvoir, par des mesures de sauvegarde de la souveraineté du peuple français. Nous proposons de réaliser les mesures suivantes : s'exonérer du pacte de stabilité et des règles européennes encadrant les déficits et dénoncer le Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) (...) Cesser d'appliquer unilatéralement la directive sur le détachement de travailleurs en France : la législation nationale doit s'appliquer totalement, y compris concernant les cotisations sociales patronales et salariales. Refuser les régressions du droit européen sur les questions sociales et écologiques par rapport au droit national (...). Stopper la libéralisation et la privatisation de services publics (barrages hydroélec-

triques, transport ferroviaire intérieur grandes lignes et TER, etc.). Encadrer les mouvements de capitaux pour éviter l'évasion fiscale et les attaques spéculatives contre la France. » (7).

« Nous devons tout changer »

La « désobéissance réglementaire » ne constitue cependant pas un horizon européen alternatif cohérent, mais seulement un point de départ pour redéfinir l'UE et/ou les relations par rapport à celle-ci. C'est dans cette logique que le programme de la France insoumise ne voit dans cette désobéissance que la mise en place de « mesures immédiates et unilatérales de sauvegarde des intérêts de la Nation et d'application de notre projet » et fait suivre cette proposition par celle d'un « plan A » : « Proposer une refondation

« Si nous gouvernons, nous avons besoin de rompre avec la politique européenne actuelle. »

démocratique, sociale et écologique des traités européens par la renégociation » mais aussi par celle d'« appliquer un "plan B" en cas d'échec des négociations » prévoyant notamment de « stopper la contribution de la France au budget de l'Union européenne », de « réquisitionner la Banque de France pour reprendre le contrôle de la politique du crédit et de la régulation bancaire » et de « construire de nouvelles coopérations avec les Etats qui le souhaitent en matière culturelle, éducative, scientifique, etc. » (8).

Quel est l'horizon du PTB par rapport à l'UE ? Quelle est son analyse de l'UE ? Quelle est la nature de la rupture « avec la politique européenne actuelle » qu'il souhaite ? David Pestieau, son vice-président, indique : « L'Union européenne n'est pas le futur, c'est un Etat au service des entreprises, et si nous devons changer quelque chose en Europe, nous ne devons pas changer juste une lettre ou une phrase des traités européens, mais nous devons tout changer. Nous devons remettre en question tout ce qui concerne l'UE. » (9) Le texte du Congrès du PTB de 2015 note à cet égard que « la concurrence et la chasse au profit sur le marché libre sont la base (...) de l'Union européenne. Ces



⇒ principes sont ancrés dans les textes fondateurs de l'Union. Ils étouffent tout » (10) et ce constat est repris mot pour mot dans le dernier livre de Peter Mertens. Le programme présenté par le PTB-GO ! en 2014 mentionnait quant à lui, comme première exigence en matière européenne, que les principes du développement durable, de la coopération et de la solidarité « remplacent les principes de compétitivité et d'inégalité. C'est la raison pour laquelle il faut abroger le Traité de Lisbonne qui a été imposé de manière tout à fait antidémocratique en 2008, en guise de constitution européenne libérale ». Le programme propose, en conséquence, « l'organisation d'un référendum sur le Traité de Lisbonne et sur les principales décisions relatives au fonctionnement de l'Union européenne ». (11)

Une « Union européenne socialiste »

Le PTB ne plaide néanmoins pas pour une sortie de l'UE, ni même de l'Euro, au moins pour des pays qui, comme la Belgique, font partie du « centre de l'Europe ». La résolution du Congrès du PTB de 2015 indique à ce propos : « Nous ne voulons pas laisser l'initiative dans ces domaines aux mains de ceux qui font croire que l'Union euro-

peenne peut être réformée et devenir une force sociale et progressiste, ni à ceux qui proposent de se replier sur leur propre Etat nation comme alternative à la coopération et à la solidarité européenne. » (12) La même résolution évoque l'horizon désirable pour le PTB, celui d'une fédération à l'échelle continentale de « différents pays qui choisissent un socialisme 2.0 » et en esquisse la vision : « Un continent qui annulera en premier lieu les dettes publiques et répartira les richesses tout à fait autrement. Un continent où les secteurs clés seront effectivement dans les mains de la société. Un continent où les services collectifs et les entreprises fonctionnent

Ni leftxit ni « plan B »

Cette résolution indique également que le PTB rejette toute perspective européenne centrée sur les Etats-nations : « L'Union européenne est un fait.

« L'Union européenne n'est pas le futur »

Ce n'est pas en contradiction avec l'énorme fragilité de cette UE et de la zone euro dans la crise actuelle. Il n'est pas impossible que l'UE ou la zone euro éclatent. Mais il est certain qu'un retour vers l'éparpillement régional ou vers les petits marchés nationaux serait un pas en arrière. Même sans l'existence de l'UE, l'entité géographique Europe oblige les travailleurs à réfléchir dans un cadre continental. Car avec l'internationalisation croissante de l'économie, il semble impossible de réaliser au seul niveau belge le changement de paradigme vers le socialisme 2.0. » (14)

Le vice-président du PTB précise ailleurs : « Nous ne pouvons pas confronter un Super-Etat ou un Etat suprarnational avec une stratégie nationale. (...) nous nous dirigeons vers une situation où les nations ont de plus en plus de structures internationales. En soi, ce n'est pas un problème, nous voulons une Union européenne - pas l'actuelle, mais une Union socialiste. Nous ne sommes pas contre l'unité européenne - au contraire, nous sommes en faveur de celle-ci. Nous devons lutter pour faire tomber cette Union européenne et construire autre chose. Une autre forme de coopération. » (15) Comme l'indique un article de Houben et Lerouge, publié dans la revue d'étude du PTB, la question de la sortie de l'UE paraît dès lors balayée : « Le fait qu'aujourd'hui les Etats-Unis d'Europe sont en construction nous oblige à penser et agir dans le cadre de l'UE. Il ne s'agit pas d'être pour ou contre l'UE, d'être pour ou contre plus d'Europe. Il faut bien combattre dans le cadre de l'UE et combattre la politique antisociale, antidémocratique et impérialiste de cette Union européenne. » (16)

Contradictions et imprécisions

Il est remarquable que le même texte d'Houben et Lerouge prenne position en faveur du « refus de transfert

de nouvelles compétences à l'UE », tout en revendiquant par ailleurs (ce qui est confirmé par le programme du PTB-Go !) que « le pouvoir législatif se trouve exclusivement aux mains du Parlement européen » (17)... ce qui aurait de facto pour conséquence immédiate de transférer à l'UE une partie significative des compétences des Etats membres. En effet, de nombreuses compétences sont actuellement partagées par les traités européens entre les Etats membres et l'UE, mais maintenues au sein de ceux-ci tant que l'UE ne les exerce pas, ce qui est favorisé par le fait que la « procédure législative ordinaire » européenne nécessite pour l'exercice de ces compétences un accord impliquant les Etats membres. Donner au Parlement européen un pouvoir législatif exclusif, c'est donc nécessairement favoriser le transfert de ces compétences des Etats vers l'UE. Dès lors, on peut s'interroger sur la position du PTB à cet égard : considère-t-il qu'être pour ou contre le transfert de nouvelles compétences à l'UE n'est pas un enjeu qui mérite une position cohérente ? Est-il pour ou contre le renforcement du caractère fédéral de l'UE ?

Idem, quel est le sens de la proposition du programme du PTB-Go ! de 2014 d'organiser « un référendum sur le Traité de Lisbonne et sur les principales décisions relatives au fonctionnement de l'Union européenne » ? Selon son programme, lors d'un tel référendum le PTB appellerait à voter contre le Traité de Lisbonne, qui reprend l'essentiel du contenu et de l'architecture de l'UE. Mais si cette position devait être adoptée dans notre pays, faut-il s'attendre à ce que les 27 autres Etats-membres acceptent de remettre à plat l'ensemble de législation de l'UE, au motif d'un référendum intervenu en Belgique ? Et dès lors comment concilier une hypothétique victoire du « non » à un référendum de ce type avec le maintien de la Belgique dans l'UE ? Cette position n'équivaut-elle pas à celle prise par Alexis Tsipras, le Premier ministre grec, lors du référendum en juillet 2015 ? Pour rappel, celui-ci a convoqué un référendum sur l'acceptation ou le refus des plans d'austérité imposés à la Grèce par l'UE, plaidé pour le vote en faveur du refus... et in fine accepté, par conviction européiste et par absence d'alternative concrète, ces mêmes plans, quelques jours à peine après leur rejet par le peuple

« Il semble impossible de réaliser au seul niveau belge le changement vers le socialisme 2.0 »

peenne peut être réformée et devenir une force sociale et progressiste, ni à ceux qui proposent de se replier sur leur propre Etat nation comme alternative à la coopération et à la solidarité européenne. » (12) La même résolution évoque l'horizon désirable pour le PTB, celui d'une fédération à l'échelle continentale de « différents pays qui choisissent un socialisme 2.0 » et en esquisse la vision : « Un continent qui annulera en premier lieu les dettes publiques et répartira les richesses tout à fait autrement. Un continent où les secteurs clés seront effectivement dans les mains de la société. Un continent où les services collectifs et les entreprises fonctionnent

grec exprimé par référendum. (18)

Ajoutons que si, au-delà des déclarations de principe, « *l'internationalisme européen* » effectif du PTB ne paraît en rien établi, ce parti, lui-même unitaire, fait de la défense de l'unité de la Belgique un des points centraux de son positionnement, de son organisation et de son action. Or, vu le positionnement politique de l'opinion publique au nord et au sud de la Belgique (telle qu'elle se manifeste notamment lors des élections et dans les sondages), il est prévisible que même si une majorité des Wallons donnait, par référendum ou par leur vote lors des élections, une assise démocratique à une rupture radicale avec l'UE, ouvrant la possibilité d'une politique « de gauche authentique », une large majorité des Flamands serait radicalement opposée à une telle orientation politique. Mise en demeure de choisir entre le maintien de l'unité du pays et une rupture radicale avec l'UE, telle qu'elle serait imposée par une majorité wallonne (par exemple à travers des blocages du type de celui effectué durant une semaine par le Parlement wallon fin 2016 sur le Ceta), n'est-il pas probable qu'une majorité des Flamands opterait pour « *l'indépendance d'une république de Flandre, Etat d'une Union européenne démocratique* », objectif inscrit au fronton des statuts de la N-VA ?

Le fait que l'appartenance à l'UE (aussi antidémocratique et néolibérale soit-elle) puisse s'avérer une condition nécessaire à la survie de l'Etat belge reste à ce stade un impensé du positionnement du PTB, ou sans doute plutôt un non-dit. S'il était sommé de choisir entre les deux,



David Pestiau (PTB) :
« Nous devons remettre en question tout ce qui concerne l'UE. »

gagerions que le PTB ferait le choix de sacrifier la rupture avec l'UE au bénéfice du maintien de l'unité nationale, en invoquant la nécessité de prendre le temps de gagner un appui suffisant en Flandre pour mettre en œuvre une politique de « gauche radicale »... ce qui paraît s'inscrire dans une perspective temporelle de très long terme.

Par ailleurs, jusqu'où le PTB adhère-t-il à l'idée qu'une rupture radicale est nécessaire ? Son président ne déclare-t-il pas, par exemple, qu'« *en tant que marxiste, issu d'une tradition de gauche authentique, je pense que nous devons essayer de changer radicalement l'Europe de l'intérieur. Nous ne devrions pas dynamiser toute l'idée européenne, mais, comme un ingénieur travaillant sur un pont, dynamiser les mauvaises colonnes* » (19) ? Cela ne re-

vient-il pas à faire croire que l'Union européenne peut être réformée ? Or, comme mentionné plus haut, ne s'agit-il pas d'une position explicitement rejetée par la résolution du Congrès du PTB de 2015 ?

« Un grand mouvement pour une toute autre Europe »

Les perspectives de changement envisagées par le PTB paraissent elles-mêmes assez floues. En effet, selon le président du PTB : « *Nous vivons une période intermédiaire de changement. Cela signifie que dans les années à venir, il y aura d'autres tentatives de changement, honnêtes mais plutôt limitées, comme celle de Tsipras, qui seront écrasées. (...) Ce sont le genre d'expériences intermédiaires dont nous avons encore besoin en Europe pour définir une stratégie appropriée (...) nous avons besoin de plus de coordination. La gauche européenne doit travailler ensemble, apprendre des expériences négatives passées et aller de l'avant.* » (20) Le Congrès du PTB affirmait pour sa part qu'« *il n'y aura pas de changement de cap dans tous les pays d'Europe en même temps. Mais quelques pays peuvent servir d'avant-garde pour faire souffler un vent nouveau.* » (21) Quant à Marc Botenga (spécialiste « Europe » du PTB), il indiquait récemment qu'« *une stratégie du changement doit contribuer à un mouvement qui rassemblera en Europe un grand nombre de partis, d'organisations et de groupements autour de revendications sociales, écologiques et démocratiques. (...) Les divers mouvements de lutte vont donc devoir fusionner en un grand mouvement en faveur du changement de société, en faveur d'une toute autre Europe.* » (22)

Or, force est de constater qu'au-delà de mobilisations ponctuelles (doc- ➤

Le PTB semble partir de sa conception idéale de l'organisation de l'économie pour penser l'organisation politique future, plutôt que de partir des peuples tels qu'ils existent

⇒ kers, Ceta, TTIP...) on n'aperçoit à ce jour aucune émergence d'un tel mouvement au niveau européen. La dynamique des forums sociaux européens avait un temps (organisation de six forums européens, de 2002 à 2010) tenté d'incarner ce type de mouvement, rassemblé sous le slogan « Une autre Europe est possible », mais ce mouvement a complètement avorté.

Les « sommets européens du Plan B » rassemblent depuis peu une fraction des partis de la gauche radicale européenne (cinq sommets depuis janvier 2016) qui tente d'élaborer au sein de celle-ci un nouvel horizon

« Le PS, c'est la gauche Calimero : il voudrait bien mais ne peut pas »

commun en ayant pour point de départ l'analyse que « les traités actuels de l'UE sont une chemise de force pour nos démocraties, nos sociétés et nos économies ». Ils affichent l'ambition d'initier « des mouvements civiques de désobéissance et d'obtenir des majorités dans chacun de nos pays pour exiger la négociation d'un nouveau cadre européen » et indiquent que « si ce plan A échoue, à cause de l'hostilité prévisible des institutions de l'UE, le résultat ne sera pas la capitulation à Bruxelles. Dans ce cas, le ou les pays devraient ouvrir la voie à un plan B qui rende possible d'autres formes de coopération européenne, restaurant la souveraineté et mettant en place de nouveaux mécanismes pour les choix monétaires et économiques des peuples ». (23) Le PTB ne participe toutefois pas à cette initiative européenne. Il n'indique aucune affiliation à une autre plateforme européenne de gauche radicale à laquelle il participerait, si ce n'est la Gauche Unitaire Européenne (GUE), dont il est membre associé depuis janvier 2017. Cependant, la GUE se contente d'effectuer une coordination de l'action des parlementaires des partis affiliés à son groupe au sein du Parlement européen et n'a nulle ambition réelle d'initier un « mouvement social » pan-européen.

Calimero et « marxisme authentique »

En 2012, Peter Mertens dénonçait, dans son livre *Comment osent-ils ?*, l'impuissance du PS à proposer une autre alternative que le choix entre

« le recul social maîtrisé et l'abîme » : « Le PS c'est la gauche Calimero : il voudrait bien mais ne peut pas. Car "l'Europe", "la Droite", "les Flamands" l'en empêchent. Alors, le PS doit "assumer ses responsabilités" et faire ce qu'il n'a pas envie de faire. Et sauver ce qui peut encore l'être. C'est la politique du moindre mal... » (24) Alors que des sondages promettent au PTB un succès électoral wallon majeur en 2019, celui-ci ne trace à court ou moyen terme aucune perspective concrète de réorientation politique (ni au niveau européen, ni au niveau belge, ni au niveau wallon) puisqu'il lie toute participation au pouvoir à une rupture par rapport à l'UE néolibérale, qui

est elle-même considérée comme un combat de long terme. Si ce n'est qu'il refuse quant à lui toute participation gouvernementale à court terme, le PTB n'adopte-t-il pas lui-même la posture de « Calimero » qu'il fustigeait hier à propos du PS ?

Les raisons profondes de cette absence de proposition de perspectives concrètes par rapport à l'UE et à son avenir semblent s'enraciner dans la conception du marxisme, de l'Etat et de la démocratie représentative dont a hérité la nouvelle direction du PTB.

Sur la nature des Etats nations et de l'Union européenne, le Congrès du PTB de 2015 indique, sans étayer cette affirmation, qu'« il n'y a, en termes de caractère de classe, aucune différence qualitative entre l'Etat supranational européen en construction et les Etats membres pris séparément ».



(25) Cette base étant posée, le débat sur « plus » ou « moins » d'Europe ne peut plus être articulé (le PTB plaçant la lutte des classes au cœur de sa conception de son action politique), pas plus que ne peut l'être celui sur la souveraineté nationale.

Il en est de même du lien entre la démocratie représentative, la lutte de classes et les États nations, qui reste impensé dans la doctrine du PTB actuelle. « Notre parti n'est pas principalement orienté vers le Parlement; nous croyons que la manière de changer les choses passe par la lutte de la classe ouvrière » (26) indiquait en 2015 le Vice-président du PTB. Lerouge et Houben glosaient pour leur part en 2014 dans la revue d'étude du PTB : « Le suffrage universel sera, comme au sein des États membres, un chèque en blanc que les citoyens accordent à des

professionnels de la politique qui ont davantage d'affinités avec le monde patronal. » (27) Dans le cadre de cette vision de l'État, qui n'accorde qu'une importance secondaire aux élections, à la citoyenneté et aux jeux de majorité et d'opposition qui caractérisent les

inspiré de celui que Marx et Engels portaient sur les gouvernements au temps du Manifeste du parti communiste (1847) : « La bourgeoisie, depuis l'établissement de la grande industrie et du marché mondial, s'est finalement emparée de la souveraineté politique exclu-

« L'illusion d'une différence de classe entre l'État européen supranational et l'État national »

systèmes représentatifs européens actuels, les problèmes spécifiques liés à l'organisation d'une démocratie représentative à l'échelle supranationale ne sont pas mis en lumière. Entendons donc que le regard porté par le PTB sur la démocratie représentative aujourd'hui reste largement

sive dans l'État représentatif moderne. Le gouvernement moderne n'est qu'un comité qui gère les affaires communes de la classe bourgeoise toute entière. » (28) A suivre le PTB, Marx, dont la vie a été consacrée à l'étude critique des réalités et des penseurs de son temps, qui revendiquait comme devise *De omnibus dubitandum* (« Doute de tout »), aurait apparemment élucidé par avance, il y a 170 ans, la nature des États nations européens en 2018 et de leurs démocraties représentatives actuelles...

« Différents pays qui choisissent un socialisme 2.0 ».

Cette vision a été exprimée avec la plus grande netteté dans les « Thèses sur l'Europe » adoptées en 2002, lors du dernier Congrès de « l'ancien » PTB : « La stratégie du "retour à ou du maintien de l'État national" repose sur l'illusion d'une différence de classe entre l'État européen supranational et l'État national. Cette idée est véhiculée également par une aristocratie ouvrière qui rêve d'un capitalisme bien portant, à l'abri de la crise capitaliste et à l'abri de la lutte entre les grandes puissances. » (thèse 34) Cette résolution de Congrès poursuit : « La formation de la bourgeoisie européenne trouve son pendant dans la création objective d'un prolétariat européen. Celui-ci a tout intérêt à forger son unité au lieu de nourrir l'espoir que les luttes séparées dans le cadre national feront avancer plus vite la cause du communisme. (...) » (thèse 35) Entendons donc que « l'existence matérielle d'une entité géographique européenne et, aujourd'hui, la mise en place d'un État européen définissent le cadre de la révolution socialiste. Celle-ci se fera à l'échelle européenne, comme part intégrante de la révolution mondiale ». (thèse 5) (29) En résumé, conformément à l'invitation d'Hegel à « reconnaître la raison comme la rose dans la croix du présent », il faudrait voir dans la destruction des acquis sociaux et démocratiques nationaux

⇒ par l'UE le chemin douloureux mais prometteur de l'édification future d'une « Europe socialiste ».

Un siècle impensé

Le PTB de 2018 n'est plus celui de 2002, mais il faut constater que dans sa lecture de l'Union européenne, tout comme dans sa réflexion théorique sur l'Etat, l'Etat social et la démocratie représentative, il en reste largement l'héritier. Il semble en effet avoir une difficulté à reconnaître la réalité des acquis politiques (suffrage universel, liberté syndicale...) et sociaux (Sécurité sociale, services publics, éducation, droit du travail, fiscalité progressive...) démocratiques engrangés par le mouvement ouvrier depuis Marx. Il paraît, *a fortiori*, incapable de penser le lien entre ces acquis et les Etats nations à l'intérieur desquels les espaces publics et des mouvements sociaux se sont structurés, et au sein desquels droits et libertés ont été conquis et organisés, en bonne partie, dans un contexte international marqué par l'existence du bloc soviétique. L'impact de la lutte des classes et du mouvement ouvrier durant le « court vingtième siècle » (Hobsbawm) sur la transformation des appareils d'Etat actuellement existants en Europe



Une posture incantatoire d'attente d'un grand mouvement social européen

paraît totalement occulté dans la pensée théorique du PTB. Celle-ci ne semble pas reconnaître la différence de nature entre les rapports de classes qui ont façonné les Etats nations européens actuels et se sont cristallisés en eux sous la forme de « l'Etat social » (protection sociale, réglementation du travail, services publics, politiques économiques de soutien) et de démocraties représentatives, d'une part, et les rapports de classes qui se sont cristallisés au sein des institutions de l'UE, d'une façon indépendante des mouvements sociaux et d'une démocratie représentative, d'autre part. Pourtant, l'essentiel de l'activité effective du PTB ces dernières années a consisté à défendre ces acquis sociaux nationaux et à dénoncer les régressions sociales enregistrées à ce niveau, dans le cadre du

cadre macro-économique néolibéral organisé au niveau de l'UE.

Un mouvement populaire dans un Etat sans peuple ?

A ce stade, le PTB paraît déduire son engagement en faveur d'une organisation politique à l'échelle européenne du fait que cette échelle continentale pourrait théoriquement permettre de réaliser le socialisme 2.0. tel qu'il le conçoit (nationalisation des entreprises transnationales, planification de l'économie...), tandis que celui-ci semble difficilement réalisable à l'échelle d'un petit pays comme la Belgique, dont l'économie est par ailleurs très ouverte. Le PTB semble donc partir de sa conception idéale (si pas utopique) de l'organisation de l'économie pour penser l'organisation politique future, plutôt

que de partir des peuples tels qu'ils existent politiquement aujourd'hui, de leurs consciences politiques collectives et de leurs luttes existantes. S'écartant ainsi de « l'analyse concrète de la situation concrète », le PTB n'entend-il pas dès lors construire une Europe des peuples sans les peuples eux-mêmes ? L'UE ayant été à la base construite comme une simple entité juridico-administrative, sans et contre les peuples, le PTB ne risque-t-il pas de se placer dans une position d'attente éternelle d'un mouvement social européen, qui ne peut se structurer politiquement à cette échelle et sur cette base ? Par ailleurs, le bilan du « déjà là » européen, du réformisme politique et syndical organisé au sein des Etats nations au cours du XXe siècle ne semble toujours pas avoir été fait et reconnu par le « nouveau PTB », de même qu'il a jusqu'ici soigneusement évité de tirer un bilan public des régimes s'étant revendiqués du « socialisme réellement existant ».

A l'équivoque sur le passé répond celle sur le futur. Il faut constater que



Euromanifestation contre l'austérité (2011).

MOTY

celle-ci demeure tant sur la nature du socialisme 2.0 que le PTB revendique comme horizon que sur la voie (réformiste ou pas) qu'il propose pour l'atteindre. S'agit-il de redéployer l'Etat social, ou bien celui-ci est-il conçu comme un obstacle au changement des rapports de production et à l'édification d'une société communiste ? Est-ce à partir des espaces politiques nationaux, structurés dans le cadre de démocraties représentatives nationales, que peut s'organiser une alternative politique, ou bien est-ce sur les ruines de ces Etats nations, à partir de la création d'un « prolétariat européen » par l'UE que cette alternative peut se construire, sous la conduite de « partis d'avant-garde révolutionnaire » inspirés de la tradition léniniste ?

Entre ouverture et principes

Faute d'avoir tranché ces questions, il semble que l'isolement du PTB sur la scène de la gauche radicale européenne, son absence de projet européen alternatif concret et de positionnement fort et cohérent par rapport à l'avenir institutionnel de

l'UE risquent de perdurer. Dans cette hypothèse, il est probable qu'il restera dans cette posture incantatoire d'attente « d'un grand mouvement social européen », dont il n'aura réfléchi (au moins de manière publique, avec l'ensemble des citoyens) ni les conditions de possibilités réelles, ni ses formes possibles et impossibles, pas plus qu'il n'aura ouvert le débat sur la façon de se projeter en tant qu'acteur politique effectif au niveau européen... Le PTB étant engagé depuis 2003 dans un processus de transformation interne qui a fondamentalement changé sa place dans le champ politique belge, l'avenir de son positionnement par rapport à l'UE ne paraît pas écrit d'avance, pas plus que l'évolution politique et sociale de l'UE. Le Vice-président du PTB indiquait, à propos de la dynamique globale du « nouveau PTB » qu'« il faut avoir une combinaison d'ouverture et de préservation des principes. Il faut les deux, et vous avez une dialectique et une tension entre les deux », et plus particulièrement, par rapport à l'avenir de l'UE, qu'« il y a maintenant un débat au sein de la gauche sur ce qu'il faut faire. Visons-nous une sortie de l'Union européenne, ou allons-nous construire un mouvement européen contre l'UE ? (...) il y a la discussion sur la stratégie, mais cela devrait être fait avec ouverture ». (30) Il serait aujourd'hui présomptueux de prétendre prédire l'aboutissement de cette dialectique. □

(1) Arnaud Lismond-Mertes, Union européenne : stop ou encore ? (1^{er} partie), in *Ensemble !* 94, septembre 2017.

(2) Arnaud Lismond-Mertes, Union européenne : stop ou encore ? (2^e partie), in *Ensemble !* 95, décembre 2017. Ces deux articles et le présent constituent les trois volets d'une étude du CSCE : *Union européenne : stop ou encore ? - Éléments pour le débat (Leftxit, réformes, UE socialiste)*, décembre 2017, disponible sur www.ensemble.be

(3) Dont : Herwig Lerouge et Henri Houben, Cette politique européenne dont on ne veut plus, in *Etudes marxistes*, n° 105, Janvier-Mars 2014, dispo sur <http://www.marx.be> ; PTB-Go!, *Notre avenir est social, Programme des listes PTB-Go! aux élections de mai 2014*, dispo sur <http://ptb.be> ; PTB, *Elargir, unir, approfondir, Congrès de la solidarité*, juin 2015 ; Peter Mertens, *Treize thèses sur le Diktat de Bruxelles, la Grèce et l'avenir de l'Europe*, De Wereld Morgen, 24 juillet 2015, dispo sur www.ptb.be ; David Pestieau, We have to struggle to bring down this European Union and build another form of cooperation, octobre 2015, publié par Links International Journal of Socialist Renewal, en ligne <http://links.org.au/>

node/4622 ; Peter Mertens (An interview with), *Promise on the Belgian Left*, in *Jacobin*, 2 février 2017, dispo sur www.jacobinmag.com ; Peter Mertens, Interview sputnikfrance, 7 février 2017, dispo sur <https://fr.sputniknews.com> ; Marc Botenga, *Les chaînes des traités européens*, in *Lava* n° 2, septembre 2017, dispo sur <https://lavamedia.be> ; Peter Mertens, *Au pays des profiteurs*, janvier 2018. Botenga, *Building a different Europe*, in *Catalyst*, vol 1, n°4, 2018.

(4) Mertens in *Jacobin* (2017), op. cit.

(5) Raoul Hedebow, interview à la RTBF (*Matin Première*), 21 décembre 2017.

(6) Pierre Khalfa, Michel Husson et alii, *Que faire de l'Europe ? Désobéir pour reconstruire*, (2014).

(7) Jean-Luc Mélenchon, *L'avenir en commun, Le programme de la France insoumise*, décembre 2016. Proposition 49 *Prendre les mesures immédiates et unilatérales de sauvegarde des intérêts de la Nation et d'application de notre projet*. Disponible sur <https://laec.fr>. Voir aussi Arnaud Lismond-Mertes, *La France insoumise, quel programme ?*, *Ensemble !* n° 93, avril 2017, p. 45

(8) Ibid.

(9) Pestieau (2015), op. cit.

(10) PTB, Congrès de la solidarité, (2015), op cit, p. 34. ; Mertens, *Au pays des profiteurs*, (2018), p. 352.

(11) Programme des listes PTB-Go ! (2014), op. cit., p. 65

(12) PTB, Congrès de la solidarité, (2015), op cit, p. 34.

(13) *ibid*, p. 34.

(14) *ibid*, p. 225.

(15) Pestieau (2015), op. cit.

(16) Lerouge et Houben (2014), op. cit., p. 59.

(17) *Ibid*, p. 59, 61.

(18) Arnaud Lismond-Mertes, *L'européisme après l'expérience grecque*, *Ensemble !* n° 90, mars 2016, p. 69.

(19) Mertens (2017), op. cit.

(20) *ibid*

(21) PTB, Congrès de la solidarité, (2015), op cit, p. 35.

(22) Botenga (2017), p. 89.

(23) Appel du Plan B du Sommet de Lisbonne, octobre 2017 <https://euro-planb.pt/>

(24) Peter Mertens, *Comment osent-ils ? La crise, l'euro et le grand hold-up*, 2012, p. 270.

(25) PTB, Congrès de la solidarité, (2015), op cit, p. 33.

(26) Pestieau (2015), op. cit.

(27) Lerouge et Houben (2014), op. cit., 58

28) Karl Marx, Friedrich Engels, *Manifeste du parti Communiste*, 1847.

(29) PTB, *Le Communisme, l'avenir de l'humanité*, VIIe Congrès du PTB, 2002. p. 35 et suiv.

(30) Pestieau (2015), op. Cit.